

La lettre d'AFRISTAT

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 14

OCTOBRE

2000

EDITORIAL

SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	1
<i>La conception d'une enquête sur l'estimation de la production fruitière</i>	2
<i>Nouvelles d'AFRISTAT</i>	4
<i>Activités de la Direction générale</i>	5
<i>Activités internationales</i>	7
<i>Echos des INS</i>	8
<i>Réunions, ateliers et séminaires</i>	8

Le 19 septembre 2000 restera une date importante dans l'histoire du développement de la statistique dans les Etats membres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT).

En effet, réuni ce jour là à Paris pour sa huitième session, le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a adopté d'une part un règlement relatif aux nomenclatures communes d'activités et de produits, et d'autre part le Programme statistique minimum commun aux Etats membres, en abrégé PROSMIC.

La nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA) et celle des produits (NOPEMA) entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2001 et leur mise en œuvre par les Etats membres devra être achevée au plus tard le 31 décembre 2003.

La mise au point de ces deux outils statistiques entre dans le cadre des travaux d'harmonisation des concepts et des nomenclatures nécessaires pour rendre comparables les statistiques nationales afin de promouvoir et de renforcer l'intégration économique régionale.

Le PROSMIC est un programme de développement statistique à moyen terme qui couvre la période de cinq ans allant du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2005. Il constitue le cadre de référence pour le développement de la statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT. En l'adoptant, les Etats ont voulu marquer leur volonté de mettre en place des systèmes d'information statistique performants pour accompagner la mise en œuvre des initiatives de développement durable et de réduction de la pauvreté.

L'élaboration des nomenclatures communes d'activités et de produits et celle du Programme statistique minimum commun constituent l'aboutissement de plus de deux années de travaux des experts des Etats membres et de la Direction générale d'AFRISTAT.

Je voudrais donc féliciter et remercier tous ceux qui ont pris une part active à ces travaux : les experts, les membres du Conseil scientifique et ceux du Comité de direction.

Je voudrais également, au nom de la Direction générale, remercier vivement la France et l'Union européenne pour leur appui technique et financier décisif.

Enfin, une autre décision importante prise par le Conseil des Ministres du 19 septembre 2000 est l'admission de la République de Guinée comme dix-septième Etat membre d'AFRISTAT. Bienvenue à nos collègues guinéens !

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Lamine DIOP

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 21 55 00
21 55 80
Fax (223) 21 11 40
E-mail
Afristat@malinet.ml
afristat@spider.toolnet.org
Site : www.afristat.org

La conception d'une enquête sur l'estimation de la production fruitière

Un exemple de coopération entre agronomes et statisticiens

Les politiques agricoles axées sur la réalisation de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires et la promotion des cultures d'exportation ont de tout temps orienté la collecte des statistiques agricoles dans les Etats d'Afrique subsaharienne. La priorité a souvent été donnée aux statistiques portant sur les céréales, les tubercules et les légumineuses qui sont la base de l'alimentation des populations et sur les principaux produits d'exportation notamment le café, le cacao, le coton, l'ilang-ilang, etc.

Certaines productions, moins stratégiques autrefois dans la politique agricole et alimentaire, méritent aujourd'hui plus d'attention. Il s'agit des productions fruitières qui se sont beaucoup développées au cours des dernières décennies dans les Etats d'Afrique subsaharienne et dont on connaît peu de chose en terme de volume effectif et potentiel de la production.

Un pays comme le Mali, grand producteur de mangues dont les efforts de recherche et de vulgarisation des variétés ont été très importants depuis l'indépendance, ne dispose pas de données fiables sur la production de ce fruit. Le développement de la filière se trouve donc handicapé par le manque de statistiques. Le potentiel d'exportations est mal connu. L'absence d'estimation de la production limite toute bonne prospection commerciale et décourage les intervenants de la filière. Il résulte de tous ces facteurs qu'une partie de la production, qui dépasse souvent les besoins de la consommation intérieure, pourrit sous les arbres.

Ce problème d'estimation de la production fruitière est commun à de nombreux pays africains. Il a été cité, au cours de la seizième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique (AFCAS), comme étant l'un des domaines où il n'existe pas de méthodologie statistique appropriée au contexte de l'Afrique subsaharienne et dans lequel des efforts doivent être déployés par les statisticiens.

Pour contribuer aux efforts de recherche d'une méthodologie dans ce domaine, AFRISTAT a entrepris récemment de réaliser une enquête test sur la production fruitière au Mali dont l'ultime objectif est de proposer une méthodologie d'estimation de la production fruitière applicable aux Etats se trouvant dans la même situation. Cette enquête a été menée avec la collaboration étroite d'institutions nationales maliennes compétentes notamment la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) et l'Unité de ressources génétiques (URG) de l'Institut d'économie rurale (IER).

L'enquête test, réalisée au mois de mai 2000 dans l'arrondissement de Baguineda (situé à une trentaine de kilomètres de Bamako), a concerné tous les fruits cultivés dans la région (mangue, agrumes, goyave, banane, papaye). Elle a été exécutée conformément aux principes généraux habituellement recommandés en matière d'enquête (cf. *La lettre d'AFRISTAT* n° 13, juillet 2000)¹. Elle a permis de se fixer sur les éléments essentiels d'une telle méthodologie dans le contexte malien. Les difficultés inhérentes à un tel travail sont évidemment nombreuses. Nous revenons sur quelques problèmes rencontrés tout en donnant quelques indications sur la manière dont ils ont été traités.

Le choix d'un échantillon représentatif

La première difficulté a été le choix de l'unité statistique d'enquête appropriée à partir de laquelle on pouvait mesurer de façon satisfaisante et exhaustive toute l'activité de production fruitière. En d'autres termes, quel contenu devait-on donner au concept "exploitation d'arboriculture fruitière" pour que celle-ci soit aisément identifiable sur le terrain ? La question mérite d'être posée surtout dans le contexte africain où l'organisation

sociale complexe de la production agricole rend difficile l'identification de l'exploitation agricole en général et a fortiori celle de l'exploitation d'arboriculture fruitière.

Une fois la définition du concept d'*exploitation d'arboriculture fruitière* adoptée, il fallait rechercher une base de sondage c'est-à-dire une liste exhaustive de ces unités couvrant le champ géographique de l'enquête pour procéder à l'échantillonnage. Des répertoires de planteurs d'arbres fruitiers établis par les groupements et associations ou par les chambres d'agriculture ont été consultés. Mais, on s'est aperçu qu'ils contenaient des lacunes : non exhaustivité et définition peu claire des unités de ces répertoires.

Face à ces difficultés, la solution adoptée a été de définir d'abord le concept d'*exploitation d'arboriculture fruitière* et de procéder à un recensement exhaustif de ces unités dans le champ géographique de l'enquête avant le tirage de l'échantillon.

Le tirage de l'échantillon a été effectué à deux degrés. D'abord un échantillon de sections d'énumération du dernier recensement de la population (entre 130 et 170 ménages ruraux) a été tiré ; ensuite, à l'intérieur de chaque section d'énumération, un recensement des unités statistiques notamment les exploitants de verger, a permis d'en dresser la liste sur la base de laquelle un échantillon d'unités d'observation a été sélectionné. L'"exploitant de verger" a été défini comme *toute personne d'un ménage agricole responsable de la bonne marche d'au moins une parcelle d'arbres fruitiers pour laquelle il décide des types de fruit à planter et de l'utilisation de la production*. Pour recenser les exploitants de verger, il a fallu recenser les ménages agricoles et identifier à l'intérieur de chacun d'eux toutes les personnes répondant à la définition ci-dessus.

Le choix des méthodes d'observation

¹ Les résultats de cette enquête feront l'objet d'une publication à paraître ultérieurement.

L'arboriculture fruitière constitue une partie de l'agriculture moderne de par la taille relativement grande des exploitations, la maîtrise par les exploitants de certaines techniques et l'utilisation d'équipement et d'intrants modernes de production. La collecte des statistiques sur la production fruitière se heurte cependant aux mêmes difficultés que celles relatives aux autres cultures "traditionnelles" (mil, sorgho, riz, etc.). En effet, du fait qu'ils sont généralement analphabètes, les exploitants de verger ne peuvent ni suivre les paramètres de production ni tenir des registres de comptes. Ils ne peuvent donc pas transmettre l'information correcte par une simple interview. La recherche d'une méthodologie statistique d'estimation de la production fruitière nécessite donc de trouver des méthodes appropriées de mesures objectives des paramètres de production.

Les arbres fruitiers sont des cultures pérennes, c'est-à-dire qu'ils sont plantés pour plusieurs années et le même pied peut produire tous les ans. La production fruitière est donc fonction du nombre d'arbres productifs (potentiel de production) et du rendement par arbre qui en constituent les principaux paramètres.

Pour la mesure de ces paramètres, une différenciation doit être faite selon l'âge des arbres car le rendement d'un arbre fruitier est fonction de son âge. Chacun des types d'arbres fruitiers (manguier, oranger, avocatier, etc.) a son âge de maturité à partir duquel il commence à donner des fruits et un âge à partir duquel il atteint sa production de croisière. Pour avoir une estimation fiable de la production, le nombre d'arbres productifs et le rendement par arbre productif doivent être déterminés selon des tranches d'âges appropriées.

Une autre variable importante est la variété des fruits. En effet, la variété des fruits induit une différenciation dans les rendements aussi bien en terme de nombre de fruits par arbre qu'en terme de

poinds de la production par arbre. Cette variable peut contribuer à déterminer les qualités de fruit à exporter. Il est donc important d'estimer la production suivant cette variable.

Ainsi, dans le cadre de la recherche de méthodes d'observation appropriées des variables d'intérêt, plusieurs méthodes possibles ont été appliquées notamment l'interview des planteurs, les méthodes de mesures directes des variables par des enquêteurs (mesure des superficies des parcelles, comptage des pieds des arbres, etc.). Cette manière de procéder visait à effectuer la comparaison des résultats de chaque méthode et d'en adopter une en fonction de sa faisabilité et de sa fiabilité.

Le choix de la méthode d'estimation annuelle de la production

Dans la perspective d'une estimation annuelle régulière de la production fruitière, il convient de noter que chaque année le potentiel de production change même si le nombre d'arbres reste inchangé. D'une année à une autre, d'une part les jeunes arbres peuvent entrer en production, et d'autre part les rendements des arbres déjà productifs, qui n'ont pas atteint leur année de production de croisière, évoluent. Tout cela induit une modification du potentiel de production qui apporte à son tour des changements dans la base de l'estimation. Il devient nécessaire de renouveler annuellement l'information sur la structure par âge des arbres.

En outre, la pluviométrie et le climat ont une influence sur les rendements des arbres fruitiers. Pour une année donnée, la durée de la période de froid, le début et la durée de l'harmattan ont une influence considérable sur la floraison et sur l'importance de la chute de fleurs des arbres qui conditionnent leur rendement. Compte tenu du caractère erratique du climat dans la sous-région sahélienne, une estimation annuelle des ren-

dements est une exigence dont on pourrait difficilement faire l'économie.

Pour répondre à cette exigence, une enquête rendement a permis de sélectionner des arbres échantillons qui ont fait l'objet de récolte, de comptage et de pesée des fruits et dont les données ont rendu possible le calcul des rendements moyens par classe d'âges et par variété. La confrontation de ces données avec les données de recherche existantes va permettre de juger de leur fiabilité et de l'efficacité de la méthode choisie.

Une collaboration entre agronomes et statisticiens

Le travail qui a été effectué à Baguineda est le fruit d'une étroite collaboration entre les spécialistes de l'arboriculture fruitière et les statisticiens.

La réflexion a abondamment utilisé les informations techniques sur la production fruitière (type de fruits, variétés, cycles végétatifs, périodes de production, paramètres influant sur les rendements) et les résultats de recherches (rendements observés en station de recherche). En outre, les échanges de vues réguliers entre les membres de l'équipe sur l'ensemble des difficultés ci-dessus évoquées et sur la façon de les résoudre, les visites de terrains et les échanges avec des planteurs ont permis à l'équipe de définir une méthodologie d'estimation de la production fruitière en tenant compte des réalités du Mali. Cette méthodologie a été appliquée avec un suivi de l'ensemble des étapes.

L'exercice effectué à Baguineda a donné lieu aux agronomes et aux statisticiens du Mali de se rendre compte de la nécessité de renforcer les synergies existantes pour approfondir les connaissances sur les domaines encore marginalisés de l'agriculture comme la production fruitière, mais qui présentent un intérêt certain et un fort potentiel économique pour le pays.

-- Réunions des organes statutaires d'AFRISTAT

8^e réunion du Conseil des Ministres

En marge de la réunion semestrielle des ministres de l'économie et des finances de la Zone Franc, le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 8^e session le 19 septembre 2000 à Paris sous la présidence de M. Tertius Zongo, Ministre de l'économie et des finances du Burkina Faso.

Au cours de cette réunion, le Conseil a pris d'importantes décisions qui marqueront le développement de la statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT au cours des prochaines années. Il a notamment adopté un règlement portant sur les nomenclatures d'activités et de produits commu-

nes aux Etats membres. L'adoption de ces nomenclatures va contribuer à harmoniser les outils de gestion économique des Etats. Le Conseil a aussi adopté le Programme statistique minimum commun (PROSMIC) des Etats membres. Le PROSMIC est un document-cadre qui devra guider les Etats membres et leurs partenaires dans leurs actions de développement visant à l'amélioration et au renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux à produire des données statistiques de bonne qualité.

5^e réunion du Conseil scientifique

Présidé par M. Jean-Louis Bodin, le Conseil scientifique d'AFRISTAT

a tenu sa 5^e réunion annuelle du 25 au 27 septembre 2000 à Bamako. Cette réunion, à laquelle avaient pris part la plupart des membres du Conseil, a examiné le rapport d'activités de la Direction générale pour la période allant de septembre 1999 à août 2000 ainsi que le programme de travail d'AFRISTAT pour l'an 2001.

Invités par le Directeur Général d'AFRISTAT, deux experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont pris part à cette réunion. A cette occasion, ils ont présenté l'initiative PARIS21 (Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle).

-- La Direction générale a eu l'honneur d'accueillir...

Mme Jenny Morgan-Gallelli et M. Matthew Sudders de l'OCDE à l'occasion de la tenue de la 5^e réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT.

La Direction générale a accueilli en juillet 2000 Mlle Delphine Aupicon, stagiaire de l'ENSAE de Paris, pour un séjour de six mois, et MM.

Bindé Charles-Didier Etien et Ajuenneya Arouna Njoya, stagiaires de l'ENSEA d'Abidjan, pour un séjour de trois mois.

-- Bienvenue à AFRISTAT à MM. Christian Girier et Pierre Beziz

MM. Christian Girier, expert macroéconomiste, et Pierre Beziz, expert statisticien informaticien ont

rejoint leurs postes à la Direction générale en août et septembre 2000 respectivement. *La lettre*

d'AFRISTAT leur souhaite la bienvenue à AFRISTAT.

Dans le domaine de la comptabilité nationale et des nomenclatures

La préparation de la mise en œuvre du volet comptabilité nationale du programme PARSTAT (modernisation des comptes nationaux par l'implantation du module ERETES dans les Etats membres de l'UEMOA) se poursuit. L'arrivée récente à Ouagadougou d'un expert du CESD Communautaire, chargé d'assister la Commission de l'UEMOA dans le cadre du PARSTAT, permet d'espérer que ce dossier aboutira dans les mois qui viennent. Cela permettra éga-

lement d'achever la deuxième phase de l'étude sur les « *PIB plus comparables* » entreprise dans les Etats membres de l'UEMOA.

Par ailleurs, AFRISTAT a reçu un certain nombre de commentaires sur le projet de guide d'élaboration des comptes nationaux. Il en a tenu compte pour préparer une nouvelle version du manuel qui sera examinée par le Comité de direction lors de sa réunion d'octobre 2000.

Comme il a été indiqué plus haut, le Conseil des Ministres d'AFRISTAT, réuni à Paris le 19 septembre 2000, a adopté le règlement portant sur les nomenclatures d'activités et de produits dans les Etats membres d'AFRISTAT. D'ici la fin de l'année 2000, la Direction générale d'AFRISTAT procédera comme prévu à l'édition et à une large diffusion de ces nomenclatures.

Dans le domaine des statistiques des prix à la consommation

Dans le cadre du Projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation des Etats membres de la CEMAC, les activités de collecte des prix de base se poursuivent normalement grâce à un financement de la France. Le traitement des données avec l'application informatique CHAPO a

débuté dans les six INS en juin 2000.

L'obtention des prix de base 2000 est attendue au cours du premier trimestre 2001.

Par ailleurs, l'expert en statistiques des prix d'AFRISTAT a bouclé à la

mi-juillet, la mission circulaire d'assistance technique auprès des INS des Etats de la CEMAC qu'il avait démarrée en juin.

Enfin, il est prévu de tenir le troisième séminaire de la composante Prix du projet en novembre 2000.

Dans le domaine de la pauvreté

La réalisation du volet Mali de l'étude *Pauvreté urbaine en Afrique de l'Ouest* se poursuit. Cette étude

a été confiée par la Banque mondiale au centre de recherche français DIAL et couvre la Côte

d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. AFRISTAT réalise ce volet de l'étude pour le compte de DIAL.

Dans le domaine de l'informatique

Le site Internet d'AFRISTAT www.afristat.org fait actuellement l'objet d'autres améliorations (Cf. n° 13 de *La lettre d'AFRISTAT*)

en vue de faciliter aux internautes l'accessibilité et la recherche d'informations. Par ailleurs, des améliorations supplémentaires y seront

apportées, notamment l'ajout de nouvelles rubriques et la mise à jour régulière des données.

Dans le domaine des publications et de la diffusion

Les travaux d'actualisation des données statistiques présentes sur le site Web d'Afristat ont débuté en juin 2000 et se poursuivent actuellement.

Certains domaines non couverts jusque là ont été rajoutés : envi-

ronnement, transports, postes et télécommunications, emploi, entreprises, tourisme, etc.

Comme pour la première phase, il a été fait appel aux instituts nationaux de statistique pour collecter les informations de base. Ces

données sont en train d'être contrôlées par les experts d'AFRISTAT. Elles seront ensuite validées par les INS avant d'être mises sur le site avant la fin du mois de décembre 2000.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

-- Au Bénin

Un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT a effectué du 2 au 9 août 2000 une mission de préparation à l'implantation du module ERETES à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin à Cotonou. Ces travaux préparatoires ont été entrepris sans attendre les financements prévus dans le cadre du programme PARSTAT pour l'implantation du module ERETES dans les Etats membres de l'UEMOA. Ils concernent notamment l'inventaire des sources disponibles et une initiation à leur traitement, ainsi que la présentation des travaux nécessaires au paramétrage de la base ERETES (nomenclatures). Les travaux sur les sources et sur les nomenclatures ont ainsi été initiés au cours de la mission et seront poursuivis par les comptables nationaux béninois.

-- Au Mali

Une mission d'implantation du module ERETES s'est déroulée du 3 au 14 juillet, puis les 20 et 21 juillet à la Direction nationale de la

statistique et de l'informatique (DNSI) du Mali. Cette mission a permis, après vérifications des équilibres ressources-emplois (ERE) et des comptes de branches (CB) réalisés en phase décentralisée, de procéder à la centralisation de la base. Des vérifications transversales sur les données ont alors permis de révéler un certain nombre de contradictions qui devront être levées avant de procéder à la prochaine décentralisation.

Par ailleurs, un statisticien informaticien d'AFRISTAT a pris part le 9 août 2000 à une réunion de préparation de l'enquête malienne d'évaluation de la pauvreté actuellement en étude à la DNSI avec le concours de la Banque mondiale. Il s'agissait principalement d'examiner les questionnaires de l'enquête et de discuter des questions relatives au traitement informatique.

-- En Mauritanie

Comme indiqué dans notre dernière parution, une mission d'implantation du module ERETES s'est déroulée du 20 juin au 4 juillet à Nouakchott. Cette mission aura

finalement permis de vérifier les travaux effectués en phase décentralisée sur les ERE et les CB et de procéder à une première centralisation de ces informations. Il a ensuite été possible d'analyser de manière transversale les données contenues dans la base et de mettre au point les procédures à suivre pour résoudre les problèmes rencontrés.

-- Au Tchad

A la demande de la Direction de la statistique, des études économiques et démographiques (DSEED), l'expert en enquêtes auprès des ménages et l'expert en charge du secteur informel, de l'emploi et de la pauvreté ont séjourné à N'Djamena au cours de la dernière semaine de septembre. Ils y ont participé au séminaire sur la méthodologie de l'*Enquête nationale sur la consommation et le secteur informel au Tchad*. Après le séminaire, ces experts ont examiné des questions techniques liées à l'organisation de cette enquête dont le démarrage est prévu pour le début de l'année prochaine.

Activités internationales

Relations avec les organisations sous-régionales d'intégration économique

Avec la CEDEAO et l'UEMOA

Deux experts d'AFRISTAT ont participé à la réunion de travail sur l'harmonisation des statistiques au sein de la CEDEAO, organisée les 20 et 21 juillet à Lomé au Togo. Cette réunion, à laquelle prenaient part les représentants de la CEDEAO, de l'UEMOA et d'AFRISTAT, avait pour objectif de confronter les expériences des trois institutions en matière d'harmonisation statistique et d'examiner une proposition de programme d'actions présentée par AFRISTAT.

Les missions de la Direction générale

M. Lamine Diop, Directeur Général d'AFRISTAT, a pris part à la conférence de l'Association internationale pour la statistique officielle (AISO) qui a eu lieu du 4 au 8 septembre 2000 à Montreux en Suisse sur le thème *Statistique, droits de l'homme et développement*. Auparavant, il avait assisté le 30 août à Paris à la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc. Après Montreux, il a également participé le 8 septembre à Paris au stage des coopérants français du secteur Plan-statistique organisé par l'INSEE.

Nécrologie

• Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès de M. Didier Bertrand Sokony, ingénieur statisticien économiste, précédemment Chargé de mission à la Division des statistiques et des études économiques de Centrafrique, décès survenu le 07 août 2000 à Rennes en France.

- M. Vittorio Paretti vient aussi de quitter la scène. Nous livrons ci-après un témoignage de M. Alberto de Michelis qui l'a côtoyé pendant longtemps.

Souvenir de Vittorio Paretti

Vittorio nous a quittés.

Vittorio Paretti.

Directeur de 1958 à 1980, il a laissé à Eurostat une empreinte que beaucoup de jeunes statisticiens ne connaissent pas. Européen convaincu, dès la première heure il a su insuffler un grand dynamisme aux activités des Directions qu'il a successivement dirigées : harmonisation des nomenclatures, des statistiques du commerce extérieur, des transports, etc. Il a jeté les bases de l'informatisation de notre Direction générale bien avant tous les autres services de la Commission. C'était le début de l'aventure européenne et ses idées d'intégration dans le domaine statistique n'allaient pas sans rencontrer l'opposition féroce de tous ceux qui ne voulaient pas de changements dans les pratiques nationales ou qui préféraient la lente convergence mondiale de l'ONU aux rythmes de la construction européenne. Au sein même de la Commission et d'Eurostat, le soutien lui était parfois compté car ses

idées dérangeaient : elles étaient trop en avance sur son temps. Mais comme le dit Jean Monnet dans ses mémoires « il n'y a pas d'idées prématurées, il y a des moments qu'il faut savoir attendre ». Il a été, dans les années 60, à l'origine de l'harmonisation des comptes économiques européens et de la naissance du SEC : nous savons aujourd'hui l'importance que cet instrument d'analyse et de mesure a eue dans la mise en place de la monnaie unique.

Amoureux de l'Afrique, Vittorio a été, en 1962, un des pères fondateurs du CESD Paris (le vrai, le seul, l'original, comme il aimait l'affirmer avec force) pour former les cadres statisticiens des pays qui venaient de s'ouvrir à l'indépendance. Il en a été le Président pendant près de 30 ans (bien au-delà de sa retraite de la Commission), gagnant le respect de plusieurs générations de cadres des pays en voie de développement formés au Centre de Paris.

Sur le plan personnel, Vittorio avait milité vers la fin de la guerre dans le Partito d'Azione (un des partis de la résistance), il avait travaillé à l'ENI avant d'aller diriger la statistique économique à l'OCDE où il a rencontré Joyce, sa douce et tolérante épouse qui lui a donné trois enfants.

Je n'ai pas encore parlé de son caractère car il en avait du caractère, Vittorio ! Le verbe haut, souvent provocateur, excessif pour certains, il aimait affronter les questions de face sans détour. Mais il le faisait toujours avec sincérité et quand il criait : 'le roi est nu', il était souvent nu ! Et ça dérangeait.

Mais c'est aussi pour ça que j'étais son ami.

Ciao Vittorio.

Alberto

CENTRAFRIQUE

- Une mission du FNUAP, conduite par M. André Mayouya du CST de Dakar, a séjourné à Bangui du 1^{er} au 14 août 2000 dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat en cours de préparation dans ce pays. L'objet de cette mission était de procéder à l'évaluation finale de la phase cartographique et d'actualiser les besoins des phases suivantes des opérations.

- Après deux années de léthargie, la Division des statistiques et des études économiques (DSEE) a repris la publication du Bulletin trimestriel de statistique et celle de l'annuaire statistique. Pour rattraper le retard, elle a publié un numéro spécial du bulletin couvrant les quatre trimestres de 1999. Elle est en train de finaliser les numéros 40 et 41 couvrant les premier et deuxième trimestres 2000 ainsi qu'un annuaire spécial de statistique qui couvre les années 1997, 1998 et 1999.

- Les opérations de l'enquête sur la situation de la mère et de l'enfant (MICS 2000) se poursuivent. L'enquête a connu un arrêt de près de trois mois en raison des difficultés d'approvisionnement en carburant enregistrées par le pays de mai à juillet 2000.

- M. Philippe Zemingui, a été promu Directeur technique du Bureau central du recensement le 12 juillet 2000.

CONGO

- Une commission technique chargée d'analyser les problèmes liés à l'évolution de l'appareil statistique national et de préparer la tenue de la Commission nationale de la statistique a été mise en place. Cette commission technique tient dans les prochains jours une première réunion de concertation nationale sur la Statistique officielle.

- Les études et publications suivantes sont en préparation au Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) : Etat de l'économie congolaise en 1999 ; Naissances, décès et mariages enregistrés à l'Etat civil à Brazzaville de 1996 à 1998 ; Retrospective des données de comptabilité nationale de 1960 à 1996.

- M. Michel Mankou, ingénieur statisticien économiste, a pris ses fonctions de Directeur régional de la statistique de Brazzaville le 10 juillet 2000.

NIGER

La Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN) envisage de mettre en place un Sys-

tème d'information géographique intégré en collaboration avec l'UNICEF et certaines institutions productrices et utilisatrices de bases de données géographiques. Le système aura pour objectif principal de faire la synthèse des informations provenant de différentes sources et de faire le rapprochement de l'offre et de la demande des données sur la situation de la femme et de l'enfant ainsi que la pauvreté. Le calendrier d'exécution de ce projet n'est pas encore arrêté.

TCHAD

Dans le cadre de la gestion de l'économie pétrolière, le gouvernement tchadien a lancé plusieurs opérations de collecte de données statistiques notamment l'*Enquête nationale sur la consommation et le secteur informel* et l'*Enquête de référence sur les secteurs économiques et sociaux*. L'objectif principal de la première enquête est de recueillir des données devant servir à l'établissement de la carte de pauvreté du Tchad. Pour la réalisation de cette enquête, un séminaire méthodologique a été organisé à N'Djamena du 27 septembre au 4 octobre 2000. Le but final poursuivi en réalisant toutes ces opérations est de constituer une base de données pertinentes sur la pauvreté.

Réunions, ateliers et séminaires

Troisième séminaire de la composante Prix du Projet Prix CEMAC
Brazzaville, 7 au 10 novembre 2000

Séminaire sur les méthodes de prévision économique à court terme dans les Etats de la CEMAC
Douala, 6 au 10 novembre 2000

Séminaire de formation aux techniques d'analyse de l'évolution des indices des prix (Etats membres de l'UEMOA)
Bamako, 27 au 30 novembre 2000

A paraître prochainement

- Les prix dans les Etats membres d'AFRISTAT, série Etudes n°4
- Les INS des Etats membres d'AFRISTAT en 1999
- Une méthodologie d'estimation de la production fruitière. Résultats d'une enquête test réalisée au Mali

***Vos commentaires et observations
sur La lettre d'AFRISTAT
sont les bienvenus
afristat@malinet.ml
afristat@spider.toolnet.org***

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande

Directeur de publication : Lamine DIOP Rédacteur en chef : Martin BALEPA

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739